POUR UNE VERITABLE POLITIQUE DE LA SANTE

PONIATOWSKI à la santé et GISCARD aux finances, voilà un tandem médico-social dont le passé répond de l'avenir.

On comprend que certains journeaux insistent plus sur les promesses que sur le bilan : chefs de service réduits à la mendicité pour continuer leurs recherches, salles d'hôpital fermées faute de personnel, infirmières réquisitionnées pour travailler 16 heures d'affilée (Hôpital Lariboisière à Paris).

Tour à tour les ténors de la droite accusent le programme de la gauche de prôner une " médecine étatisée ", ce qui est une contre-vérité manifeste.

Mais qui donc vient encore tout récemment de refuser aux médecins conventionnés un relèvement de leurs honoraires correspondant à l'augmentation du coût de la vie ?

Ce n'est pas contre l'étatisation de la médecinne, mais contre le retard pris dans le relèvement de leurs prix de journée (responsabilité commune à Mr. GISCARD d'ESTAING et Mr. PONIATOWSKI) que certaines cliniques privées ont fait grève au début de l'année.

Passons sur la grande estime dans laquelle M. J. Ven den Esch (journal Aurore) tient le corps médical quand il écrit : "" la médecine deviendra une administration comme une autre. Et allez donc déranger à 2 heures du matin un médecin fonctionnaire pour un enfant fiévreux ! "".

On ne saurait afficher plus de mépris, à la fois pour les fonctionnaires et pour les médecins.

Devant ces mensonges, ces falsifications délibérées, voici la réalité sur les propositions du PROGRAMME COMMUN : " LA SANTE " , chapitre II page 60.

"" ... Il faut mettre à la portée de tous une médecine de qualité englobant la prévention, le diagnostic, les soins et la réadaptation dans un ensemble coordonné et humanisé où les besoins de la santé ne seront pas soumis à la loi du profit.

"" ... Secret médical, liberté de prescription, libre choix du médecin pour le malade seront respectés.

"" ... Un effort prioritaire sera fait pour améliorer et développer le secteur hospitalier public et en démocratiser la gestion. Dans l'immédiat, les établissements existants du secteur privé à but lucratif seront dotés d'un statut fixant leurs conditions de fonctionnement et leurs obligations, tant au point de vue de leur activité sanitaire qu'à celui de leur contribution à la formation et au perfectionnement des personnels de santé.

... / ...

En même temps, et dans le respect du libre choix du mode d'exercice par les praticiens, des modalités nouvelles d'excercice professionnel seront rendues possibles, notamment par la création d'unités sanitaires regroupant, autour de l'équipement nécessaire, des généralistes, des spécialistes, des auxiliaires médicaux et des assistants de service social, gérées démocratiquement et pouvant comporter, avec l'accord des praticiens et des assurés sociaux concernés, des modalités de rémunérations nouvelles pour le personnel madical et para-médical.

Un des efforts prioritaires irait à la prévention, condition primordiale de la santé et source d'économie. La prévention est rentable pour l'individu et pour la société, qu'il s'agisse de la protection maternelle et infantile ou de la prophylaxie d'affections majeures, comme le cancer ou les maladies cardio-vasculaires.

Notre plan de réforme est inséparable de la nationalisation de l'industrie pharmaceutique. Les trusts font actuellement des bénéfices intolérables sur la santé. Les grands laboratoires étrangers se sont d'ailleurs largement installés sur le marché fra nçais. Les pharmacies hospitalières, les petites pharmacies et les pharmacies mutualistes sont lésées.

Les trusts pharmaceutiques seront nationalisés et un office national de la pharmacie sera créé afin de promouvoir la recherche pharmaceutique, de contrôler la fabrication et d'assurer l'information scientifique du corps médical.

Telle serait une vétitable politique de la santé au service de l'homme et du progrès social. Les réformes proposées forment un ensemble qui rompt avec la politique pratiquée depuis 1958 par la majorité réactionnaire. Elles s'inspirent de l'intérêt de la population et des praticiens de la santé, elles répondent aux besoins réels du pays dans l'immédiat et à plus long terme.

Aujourd'hui, dans le domaine de la santé, comme en d'autres domaines, des millions de Françaises et de Français subissent les conséquences de la politique désastreuse de l' U. D. R. et de ses alliés giscardiens et centristes. La nécessité et l'urgence d'un changement de politique apparaissent plus que jamais.

C'est pourquoi, le 19 Mai, pas une seule voix de ceux qui souhaitent un changement véritable ne doit manquer à François MITTERRAND, candidat commun de la gauche unie.

la Section d'Hennebont du Parti Communiste Français